

### *Les subsides*

ministre—il ne faudrait avoir aucun revenu. Eh bien, il fait certes tout son possible pour que cela arrive.

C'est la même chose, monsieur l'Orateur, en matière d'indexation. Le ministre prétend que l'indexation est une réduction d'impôt. Cela n'est vrai que si le revenu n'augmente pas. Le ministre ne modifiera pas son budget uniquement parce qu'il est mauvais. Il a dit dans le discours qu'il a prononcé à Toronto:

Je crois que nous devons résister à la tentation de nous passer de restrictions—soit pour obtenir un accroissement temporaire et minimal des emplois, soit tout simplement pour se faire un capital politique éphémère.

Le ministre parle de restrictions, alors que son gouvernement dépense 70 millions de dollars en publicité. Un jour d'octobre dernier, le gouvernement a dépensé \$27,000 pour que trois ministres puissent se rendre à Winnipeg à bord de trois Jetstars différents, alors que dans un avion commercial—et en première classe encore—cela aurait coûté aux contribuables \$1,770 aller-retour. Le gouvernement, comme nous venons de l'apprendre aujourd'hui, est prêt à faire un cadeau de 125 millions de dollars à la société Consolidated Computer Inc. Ce même gouvernement, monsieur, dépensait \$40 par jour pour faire venir par avion à Ottawa un journal de Québec, alors que ce même journal se vendait 50c. à deux pas, au Château Laurier. Voilà ce que le gouvernement entend par restrictions. Il a fait preuve d'une telle maladresse et d'une telle stupidité lorsqu'il a négocié l'achat des actions de Petrofina que les Canadiens ont déboursé entre 300 et 400 millions de dollars de trop.

La liste des prodigalités se poursuit. Le gouvernement trouve sans mal tout l'argent dont il a besoin pour majorer les traitements de ses hauts fonctionnaires; il trouve également tout l'argent dont il a besoin pour permettre à ses ministres de se rendre là où ils veulent au Canada en avion à réaction, parce qu'il n'impose pas de compressions budgétaires aux ministres et aux hauts fonctionnaires. Les compressions, c'est bon pour les 40,000 propriétaires canadiens qu'il va expulser de chez eux. Les compressions, c'est également bon pour les 35,000 Canadiens qu'il condamne à grossir les rangs des chômeurs chaque mois. Ce ne sont pas des compressions auxquelles songe le gouvernement, c'est à l'injustice pure et simple, et n'importe quel député libéral consciencieux peut dire au ministre des Finances de mettre un frein aux dépenses qu'il engage pour la publicité, pour l'achat des actions de Petrofina, pour l'achat à \$40 de journaux qu'il pourrait très bien trouver ici même pour 50c., et de commencer à se préoccuper de nos concitoyens qui sont dans la misère.

**Des voix: Bravo!**

**M. Clark:** La motion à l'étude parle de deux genres de modifications concernant la création d'emplois et la construction domiciliaire. D'autres députés cherchent à faire apporter d'autres changements pour des motifs tout aussi légitimes, car il s'agit ici d'un mauvais budget qui a été conçu sans qu'il ne soit tenu compte des réalités. Qu'il soit bien clair que si le gouvernement est capable de forcer des députés libéraux à

rentrer dans le rang sur cette question, il cherchera à les faire rentrer dans le rang sur n'importe quelle autre question. Le ministre a dit très clairement qu'il n'avait pas l'intention d'apporter de changements à son budget. Il cherche à dépassionner le débat ici à la Chambre des communes et à détourner le problème vers le comité où il sera oublié, espère-t-il. Il a été très clair à ce propos en faisant l'autre jour à mon collègue, le député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour) la réponse suivante:

J'ai reçu bien des doléances durant les mois de novembre et de décembre, après le dépôt du budget. Le député sait très bien que le 18 décembre, j'ai apporté certains changements que je jugeais nécessaires et urgents. Pour apporter d'autres changements au budget en s'inspirant des instances et des critiques des députés, il faut attendre d'être arrivé à l'étape appropriée du processus législatif.

Cela signifie, monsieur l'Orateur, que ces changements n'auraient jamais dû être faits. La fierté du ministre est en jeu. Il a fait une erreur, il a été mal conseillé par ses collaborateurs, mais il n'a pas courage de se lever à la Chambre des communes et de l'admettre.

**Des voix: Bravo!**

**M. Clark:** Il veut faire payer au pays tout entier le prix de son erreur. Les députés libéraux d'en face devront décider s'ils veulent faire passer la fierté de leur ministre avant les intérêts des gens qu'ils représentent ici, à la Chambre des communes.

Une dernière chose à propos des comités, monsieur l'Orateur. Les comités travaillent lentement et la plupart des Canadiens ne peuvent attendre. Trente-cinq mille Canadiens perdent leur emploi chaque mois chez nous. D'ici à ce que le comité commence à siéger, 70,000 autres Canadiens auront été licenciés. Au moment où il commencera à faire rapport à la Chambre, 100,000 autres Canadiens seront sans travail. Monsieur l'Orateur, les députés à la Chambre doivent agir maintenant, sans attendre que 100,000 ou 200,000 travailleurs de plus perdent leur emploi à cause des mesures gouvernementales.

**Des voix: Bravo!**

[Français]

Les Canadiens ne peuvent pas attendre, ils ont besoin d'action. Les 10 libéraux de Montréal le savent, ils l'ont dit au premier ministre (M. Trudeau), ils l'ont publié ouvertement comme une déclaration officielle de leurs recommandations, et je cite la lettre:

Le message reçu de nos concitoyens est clair et facile à décoder puisqu'il véhicule une seule préoccupation centrale, l'économie. Les gens sont profondément inquiets de leur avenir économique et, tout en reconnaissant l'importance de la lutte à l'inflation, ils croient que le gouvernement devrait s'occuper davantage de la situation alarmante du chômage.

En tant que députés du Centre-Est de Montréal, nous réalisons qu'une amélioration réelle et durable (mais à long terme) de l'emploi doit nécessairement passer par la maîtrise du taux d'inflation. Cependant, nous croyons que, sans stimuler à l'excès l'économie, il est possible de créer maintenant des emplois dans certains secteurs névralgiques.